L’entretien du lundi : un projet pour massifier le déploiement de l’agroécologie chez Euralis

24 JANVIER 2025

De 5 à 400 fermes : Euralis vise à accélérer et massifier les pratiques agroécologiques au travers du projet Ceres, consortium public-institutionnel-privé lancé le 5 juin 2024, comme l’explique Claude Carniel, responsable du projet chez le groupe coopératif.

Yvoir.fr : À quelle problématique répond Ceres ?

Claude Carniel : Notre agriculture fait face à des défis environnementaux : changement climatique, préservation de la ressource en eau et maintien de la biodiversité. Nous ne pouvons pas les relever sans répondre également aux enjeux sociaux et économiques : la diminution du nombre d'exploitations, le partage de la valeur, etc.

Ceres vise à démontrer ce qu'il est possible de faire en matière de transition agroécologique, à l'échelle du département des Pyrénées-Atlantiques, avec le soutien financier de la Banque des Territoires.

Une démonstration ne peut être validée que par la massification. Nous engagerons donc à partir de septembre 2025 une dynamique visant à associer, à l'horizon 2030, 400 exploitations adhérentes de la coopérative sur les 8 500 fermes que compte le département au global.

Yvoir.fr : Pourquoi la massification commencera en septembre 2025 ?

C. C. : Comme les autres programmes lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs territoriaux des transitions agricoles et alimentaires » de France 2030, Ceres comporte deux étapes : une phase de maturation, puis une phase de réalisation. La première se terminera en septembre 2025. À cette date, la Banque des Territoire réunira un comité d'engagement qui permettra de valider le passage en phase de réalisation et conditionnera l'obtention des financements pour les cinq ans de cette seconde phase.

Les moyens alloués permettront de faire davantage et avec plus d'audace, donc d'essayer d'obtenir des résultats probants plus rapidement.

Yvoir.fr : Quels sont les montants alloués à Ceres ?

C. C. : La phase de maturation, pour laquelle les partenaires engagent un budget de 600 k€, est financée à 50 % par la Banque des Territoires. Pour la phase de

réalisation, les partenaires prévoient d'engager un budget global de près de 11 millions d'euros (M€) et espèrent également un soutien financier de 50 %.

Yvoir.fr : Quels sont les rôles des partenaires ?

C. C. : Euralis est responsable de l'animation du projet, le recrutement et le déploiement sur 400 fermes, la diffusion des résultats à l'échelle nationale et enfin la mise en place de nouveaux modèles de conseil auprès des agriculteurs.

Notre expérience est d'autant plus solide que, lors de la séparation des activités de vente et de conseil, Euralis a choisi le conseil. Dans le cadre de Ceres, nous travaillerons nos prestations pour proposer un « conseil agroécologique augmenté ». Nous le déploierons grâce à la quarantaine de technico-commerciaux que nous formerons en vertu du projet.

Le département des Pyrénées Atlantiques est l'autre partenaire majeur du projet. Il participe notamment à la mise en place des indicateurs de pilotage - l'un des chantiers importants de la phase de maturation. L'Agglomération Pau Pyrénées et la Région Nouvelle Aquitaine sont engagées en particulier sur les thématiques liées à la biodiversité. Toulouse INP Ensat, au travers de sa chaire de sociologie, s'intéresse aux innovations organisationnelles et aux nouvelles formes de conseil (/hommes-et-entreprises/les-trois-formes-dexploitations-qui-remplacent-les-fermes-familiales). Bordeaux Science Agro apporte ses connaissances sur les sujets économiques et de partage de la valeur. L'éditeur Web Wiuz est en charge du développement de nouveaux outils au sein de son portail Agroclic. Enfin, l'Inrae porte les thématiques liées à l'intelligence de la donnée.

Yvoir.fr : Aucun client n'est partenaire du projet ?

C.C. : Non, mais ils suivent avec attention le projet car ils ont besoin de se démarquer et créer de la valeur. Nous les associerons au fur et à mesure de l'avancée de nos travaux, notamment au travers de filières.

Et s'il y a des plafonds de verre que le consommateur n'est pas prêt à briser, nous

questionnerons également le rôle du citoyen dans la répartition de la valeur.

Yvoir.fr : Quel est le rôle des cinq exploitations pilotes partenaires du projet ?

C. C. : Elles nous aident à coller aux attentes et réalités du terrain dans la détermination des pratiques agroécologiques répondant aux enjeux locaux.

Elles sont déjà avancées sur le chemin de l'agroécologie et reflètent la diversité de l'agriculture, des territoires du département et de la coopérative. Par exemple, certains agriculteurs sont installés en famille quand d'autres travaillent seuls, certains sont pluriactifs, d'autres sont également éleveurs, etc.

Chaque « sous terroir » du département porte une problématique prioritaire : amélioration du taux de matière organique, optimisation de la consommation d'eau d'irrigation, érosion des sols, diminution des engrais chimiques, augmentation de l'habitat pour la biodiversité ou encore baisse de l'indice de fréquence de traitement (IFT).

Yvoir.fr : Quels leviers techniques mobilisez-vous ?

C. C. : De manière générale, le projet prévoit de combiner divers types de solution, comme la réduction du travail du sol, l'intégration de légumineuses dans la rotation et davantage de couverts par exemple. Cela passe aussi par l'intégration des besoins en eau dans le choix des semences. Nous mobiliserons aussi des leviers alternatifs aux produits phytosanitaires : biocontrôle, désherbage mécanique et agriculture de précision.

Euralis en quelques éléments
- 9 000 agriculteurs dont 5 625 adhérents
- 655 000 tonnes de collecte
- 5 312 collaborateurs, dont 3 529 en France
- 1,58 milliard de chiffre d'affaires
- Trois activités : semences (Lidea issu du rapprochement avec

Caussade), alimentation (traiteur et canard gras) et agriculture
- Grand triangle du Sud-Ouest : Bordeaux-Toulouse-Bayonne

Bénédicte REBENDENNE (Yvoir.fr)